

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 467

[C - 98/27082]

**22 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994
portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège, modifiée par la loi du 10 janvier 1969;

Vu la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, modifiée par la loi du 20 juin 1978;

Vu la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur et modifiant la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les décrets des 1^{er} décembre 1988, 4 juillet 1991, 29 octobre 1992, 7 juillet 1994, 24 novembre 1994 et 25 janvier 1996;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, modifié par les décrets des 4 novembre 1993 et 26 mai 1994;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, modifié par les décrets des 20 juin et 25 juillet 1996;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 novembre 1995 et 29 février 1996;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Liège;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Charleroi;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Namur;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Logement;

Vu la délibération du comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

Vu le protocole n° 254 du Comité de secteur n° XVI, établi le 7 novembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'équité commande de mettre sur pied d'égalité pour l'avancement au grade de premier assistant tous les lauréats d'un concours d'avancement à un grade des anciens rangs 24, 23 ou 22;

Considérant qu'il convient d'établir un meilleur équilibre entre l'intérêt général et les intérêts particuliers par rapport à l'effet rétroactif qui peut être attaché à titre transitoire à certaines promotions par avancement, d'une part en limitant cette rétroactivité à la déclaration de vacance de l'emploi, d'autre part en subordonnant en règle son maintien à la candidature du fonctionnaire à tous les emplois qu'il peut postuler;

Considérant que l'équité commande encore que soient également admis pour tous les fonctionnaires, quelle qu'ait été la suite de leur carrière, les services accomplis à l'ancien Fonds des routes avant le 1^{er} février 1977;

Considérant que l'équité commande enfin que soit prise une mesure ponctuelle à l'égard de certains piéteurs de rats musqués dont la carrière a été anormalement retardée;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région, remplacés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 3. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 18, alinéa 1^{er}, 4^o, du statut, les fonctionnaires lauréats des examens d'avancement aux grades des rangs 24, 23 ou 22 d'une session antérieure à 1995 sont dispensés de l'examen de promotion pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang C1.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o, du statut, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} doivent compter une ancienneté de trois ans dans le grade de rang C3 pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang C2.

Par dérogation à l'article 21 du statut, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} sont promus prioritairement aux fonctionnaires non lauréats des examens d'avancement aux grades des rangs 24, 23 ou 22 d'une session antérieure à 1995, pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang C2.

§ 2. Les fonctionnaires transférés de la Régie des voies aériennes lauréats d'un examen d'avancement aux grades du rang 24 peuvent être promus à ce rang conformément aux règles applicables la veille de l'entrée en vigueur du statut, pour autant que, à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel aura été publié au *Moniteur belge* l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région, ils se soient portés candidats à tous les emplois qu'ils sont dans les conditions de postuler. La promotion prend effet au premier jour du mois qui suit la clôture du procès-verbal de l'examen de la session 1993.

Art. 4. Par dérogation à l'article 18, alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o, du statut, les fonctionnaires lauréats des examens d'avancement au grade de chef opérateur mécanographe de 1^{re} classe ou au grade de chef opérateur mécanographe de 2^e classe d'une session antérieure à 1995 doivent compter une ancienneté de trois ans dans le grade D3 pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D2.

Par dérogation à l'article 21 du statut, les fonctionnaires lauréats des examens d'avancement aux grades de chef opérateur mécanographe de 1^{re} classe ou de chef électricien d'une session antérieure à 1995 sont promus prioritairement aux fonctionnaires non lauréats de ces examens, pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D1.

Par dérogation à l'article 21 du statut, les fonctionnaires lauréats des examens d'avancement au grade de chef opérateur mécanographe de 2^e classe d'une session antérieure à 1995 sont promus prioritairement aux fonctionnaires non lauréats de ces examens, pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D2. »

Art. 2. Un article *4bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *4bis*. Par dérogation à l'article 18, alinéa 1^{er}, 1^o, du statut, les fonctionnaires de rang E2 doivent compter une ancienneté de rang d'un an pour la promotion, par avancement de grade, aux emplois du grade de rang E1 qui correspondent à la fonction de piègeur de rats musqués ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, les mots « alinéa 1^{er}, 1^o, 4^o et 5^o » sont remplacés par les mots « linéa 1^{er}, 1^o, 3^o et 4^o ».

Art. 4. L'article *5bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. *5bis*. Par dérogation à l'article 35, alinéa 3, du statut, la promotion, par avancement au grade des rangs C2 et D2, des fonctionnaires qui sont lauréats d'une session antérieure à 1995 d'un examen d'avancement à un grade converti dans le grade de l'un de ces rangs sort ses effets le premier jour du mois qui suit celui de la déclaration de vacance d'emploi.

A partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel aura été publié au *Moniteur belge*, l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région, le bénéfice de l'alinéa 1^{er} est subordonné à la condition que le fonctionnaire se soit porté candidat à tous les emplois qu'il est dans les conditions de postuler.

Par dérogation à l'alinéa 2, le bénéfice de l'alinéa 1^{er} est maintenu au fonctionnaire lauréat d'un examen d'avancement particulier qui s'abstient de postuler un emploi pour lequel aucune qualification ou capacité particulière n'est exigée, mais uniquement à l'égard des emplois pour lesquels sont exigées des qualifications ou des capacités correspondant audit examen particulier ».

Art. 5. Il est inséré dans le chapitre II du même arrêté une section VI intitulée « Des anciennetés administratives » et rédigée comme suit :

« Art. *11bis*. Par dérogation à l'article 81, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région, les services comportant des prestations complètes accomplies à quelque titre que ce soit au Fonds des routes avant le 1^{er} février 1977 sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté de service ».

Art. 6. Dans l'article 15 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L'article *4bis* cesse de produire ses effets le 31 décembre 2001 ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 467

[C - 98/27082]

**22. JANUAR 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994
zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 22. Mai 1996;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1937 über die Errichtung des autonomen Hafens von Lüttich, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Januar 1969;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1978;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Errichtung des autonomen Hafens von Namur und zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbau-Gesellschaft für die Wallonie), abgeändert durch die Dekrete vom 1. Dezember 1988, vom 4. Juli 1991, vom 29. Oktober 1992, vom 7. Juli 1994, vom 24. November 1994 und vom 25. Januar 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), abgeändert durch die Dekrete vom 4. November 1993 und vom 26. Mai 1994;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus), abgeändert durch die Dekrete vom 20. Juni und vom 25. Juli 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines "Centre régional d'Aide aux Communes" (regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Eingliederung von Personen mit Behinderung;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 über die Verwaltung der psychiatrischen Kliniken der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. November 1995 und vom 26. Februar 1996;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Lüttich;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Namur;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats der "Société régionale wallonne du Logement";

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

Aufgrund des Protokolls Nr. 254 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 7. November 1997;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die gesamten Beamten, die eine Prüfung für das Aufsteigen in einen Dienstgrad der ehemaligen Dienststränge 24, 23 oder 22 bestanden haben, im Hinblick auf den Aufstieg in den Dienstgrad eines ersten Assistenten aus Billigkeitsgründen auf gleichem Fuße behandelt werden sollen;

In der Erwägung, daß es erforderlich ist, ein besseres Gleichgewicht zwischen dem allgemeinen Interesse und den persönlichen Interessen herzustellen, und zwar was die rückwirkende Kraft angeht, die übergangsweise auf gewisse Beförderungen durch Aufsteigen im Dienstgrad angewandt werden kann, nämlich einerseits durch die Beschränkung der Anwendung dieser rückwirkenden Kraft auf die Offenerklärung der Stelle, und andererseits durch die Verpflichtung für den Beamten, seine Bewerbung um alle Stellen, um die er sich bewerben kann, aufrechtzuerhalten;

In der Erwägung, daß die vor dem 1. Februar 1977 beim ehemaligen Straßenfonds erbrachten Dienstleistungen ebenfalls aus Billigkeitsgründen für alle Beamten zugelassen werden sollen, welche ihre weitere Laufbahn auch gewesen sein mag;

In der Erwägung, daß eine punktuelle Maßnahme gegenüber gewissen Bisamrattenfängern, deren Laufbahn unnormal verspätet worden ist, letztendlich auch aus Billigkeitsgründen zu ergreifen ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Artikel 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen, ersetzt durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. November 1995, werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 3 - § 1. In Abweichung von Artikel 18, Absatz 1, 4° des Statuts werden die Beamten, die die in einer der Prüfungsperioden vor 1995 organisierten Prüfungen für den Aufstieg in die Dienstgrade der Ränge 24, 23 oder 22 bestanden haben, für die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Ranges C1 von der Beförderungsprüfung befreit.

In Abweichung von Artikel 18, Absatz 1, 1° und 3° des Statuts, müssen die in Absatz 1 erwähnten Beamten für die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Ranges C2 ein Dienstalter von drei Jahren im Grad C3 haben.

In Abweichung von Artikel 21 des Statuts haben die in Absatz 1 erwähnten Beamten Vorrang vor den Beamten, die die vor der Prüfungsperiode 1995 organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in die Dienstgrade des Ranges 24, 23 oder 22 nicht bestanden haben, was die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Ranges C2 betrifft.

§ 2. Die von der Regie der Luftfahrt versetzten Beamten, die eine Prüfung für den Aufstieg in die Dienstgrade des Ranges 24 bestanden haben, sind berechtigt, gemäß den am Tag vor dem Inkrafttreten des Statuts anwendbaren Regeln in diesen Rang befördert zu werden, soweit sie sich ab dem ersten Tage des Monats nach dem Monat der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen tatsächlich um alle Stellen beworben haben, um die sie sich bewerben können. Die Beförderung wird am ersten Tage des Monats nach dem Abschluß des Prüfungsprotokolls der Prüfungsperiode 1993 wirksam.

Art. 4 - In Abweichung von Artikel 18, Absatz 1, 1° und 3° des Statuts müssen die Beamten, die die vor der Prüfungsperiode 1995 organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 1. Klasse oder in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 2. Klasse bestanden haben, für die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Ranges D2 ein Dienstalter von drei Jahren im Grad D3 haben.

In Abweichung von Artikel 21 des Statuts haben die Beamten, die die vor der Prüfungsperiode 1995 organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 1. Klasse oder in den Dienstgrad eines Chefelektrikers bestanden haben, Vorrang vor den Beamten, die diese Prüfungen nicht bestanden haben, was die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Ranges D1 betrifft.

In Abweichung von Artikel 21 des Statuts haben die Beamten, die die vor der Prüfungsperiode 1995 organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 2. Klasse bestanden haben, Vorrang vor den Beamten, die diese Prüfungen nicht bestanden haben, was die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Ranges D2 betrifft.»

Art. 2 - Ein Artikel *4bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

«Art. *4bis* - In Abweichung von Artikel 18, Absatz 1, 1° des Statuts müssen die Beamten des Ranges E2 für die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in die Stellen des Dienstgrads des Ranges E1, die dem Amt eines Bismarrattenfängers entsprechen, ein Dienstalter von einem Jahr im Grad D3 haben.»

Art. 3 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die Wörter "Absatz 1, 1°, 4° und 5°" durch die Wörter "Absatz 1, 1°, 3° und 4°" ersetzt.

Art. 4 - Artikel *5bis* desselben Erlasses, der durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. November 1995 eingefügt worden ist, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. *5bis* - In Abweichung von Artikel 35, Absatz 3 des Statuts wird die Beförderung - durch Aufsteigen in den Dienstgrad der Dienststränge C2 und D2 - der Beamten, die eine vor der Prüfungsperiode 1995 organisierte Prüfung für das Aufsteigen in einen in den Dienstgrad eines dieser Ränge umgewandelten Dienstgrad bestanden haben, am ersten Tage des Monats nach der Offenerklärung der Stelle wirksam.

Ab dem ersten Tage des Monats nach der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen darf der Absatz 1 nur in Anspruch genommen werden, wenn der Beamte sich um alle Stellen, um die er sich bewerben kann, beworben hat.

In Abweichung von Absatz 2 kann der Absatz 1 immer noch von dem Beamten in Anspruch genommen werden, der eine Sonderprüfung für das Aufsteigen bestanden hat und darauf verzichtet, sich um eine Stelle zu bewerben, für die keine besondere Qualifikation bzw. Fähigkeit erfordert wird. Dies gilt aber nur für diejenigen Stellen, für die der besagten Sonderprüfung entsprechende Qualifikationen oder Fähigkeiten erfordert werden.»

Art. 5 - In Kapitel II desselben Erlasses wird ein Abschnitt VI mit der Überschrift "Administratives Dienstalter" und mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *11bis* - In Abweichung von Artikel 81, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region werden die Dienste, die aus vollen vor dem 1. Februar 1977 beim Straßenfonds in irgendwelcher Eigenschaft erbrachten Leistungen bestehen, für die Berechnung des allgemeinen Dienstalters berücksichtigt.»

Art. 6 - In Artikel 15 desselben Erlasses wird der folgende Absatz zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«Artikel *4bis* tritt am 31. Dezember 2001 außer Kraft.»

Art. 7 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 8 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 467

[C - 98/27082]

**22 JANUARI 1998. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994
houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de Autonome Haven van Luik, gewijzigd bij de wet van 10 januari 1969;

Gelet op de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de Autonome Haven van Charleroi, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1978;

Gelet op de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de Autonome Haven van Namen en tot wijziging van de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de Autonome Haven van Charleroi;

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij), gewijzigd bij de decreten van 1 december 1988, 4 juli 1991, 29 oktober 1992, 7 juli 1994, 24 november 1994 en 25 januari 1996;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de "Office régional de l'Emploi" (Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling), gewijzigd bij de decreten van 4 november 1993 en 26 mei 1994;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) in het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), gewijzigd bij de decreten van 20 juni en 25 juli 1996;

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van het gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 november 1995 en 29 februari 1996;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de Autonome Haven van Luik;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de Autonome Haven van Charleroi;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de Autonome Haven van Namen;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Société régionale wallonne du Logement";

Gelet op de beslissing van de beheerraad van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Gelet op het advies van de beheerraad van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

Gelet op het protocol nr. 254 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 7 november 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat alle kandidaten die geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in een graad van de voormalige rangen 24, 23 of 22, billijkheidshalve op gelijke voet gesteld moeten worden voor de verhoging in de graad van eerste assistent;

Overwegende dat gezorgd moet worden voor een beter evenwicht tussen het algemeen belang en de individuele belangen m.b.t. de terugwerkende kracht die bij wijze van overgangsmaatregel verbonden kan worden aan sommige bevorderingen door verhoging in graad, enerzijds door ze te doen ingaan vanaf de vacantverklaring van het ambt, anderzijds door haar handhaving in de regel afhankelijk te maken van de kandidaatstelling van de ambtenaar voor alle betrekkingen waarnaar hij mag solliciteren;

Overwegende dat de diensten die de ambtenaren vóór 1 februari 1977 bij het voormalige Wegenfonds hebben verricht, billijkheidshalve eveneens in aanmerking moeten worden genomen, ongeacht het latere verloop van hun loopbaan;

Overwegende dat billijkheidshalve een punctuele maatregel moet worden genomen ten aanzien van sommige muskusrattenvangers van wie de loopbaan abnormaal vertraagd werd;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. De artikelen 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 november 1995, worden vervangen als volgt :

"Art. 3. § 1. In afwijking van artikel 18, eerste lid, 4°, van het statuut, worden de ambtenaren die geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in de graden van de voormalige rangen 24, 23 of 22, dat vóór 1995 heeft plaatsgevonden, vrijgesteld van het examen voor de bevordering, door verhoging in graad, tot de graad van rang C1.

In afwijking van artikel 18, eerste lid, 1° en 3°, van het statuut, moeten de in het eerste lid bedoelde ambtenaren drie jaar anciënniteit tellen in de graad van rang C3 voor de bevordering, door verhoging in graad, tot de graad van rang C2.

In afwijking van artikel 21 van het statuut, hebben de in het eerste lid bedoelde ambtenaren voor de bevordering door verhoging in graad tot de graad van rang C2 voorrang op de ambtenaren die niet geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in de graden van de voormalige rangen 24, 23 of 22, dat vóór 1995 heeft plaatsgevonden.

§ 2. De overgeplaatste ambtenaren van de Regie der Luchtwegen die geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in de graden van rang 24, kunnen bevorderd worden tot deze rang overeenkomstig de regels die van toepassing zijn de dag vóór de inwerkingtreding van het statuut, op voorwaarde dat ze vanaf de eerste dag na de dag waarop het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest, is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, gesolliciteerd hebben naar alle betrekkingen waarvoor ze zich kandidaat mogen stellen. De bevordering treedt in werking op de eerste dag na de sluiting van het proces-verbaal van het examen van de zitting 1993.

Art. 4. In afwijking van artikel 18, eerste lid, 1° en 3°, van het statuut, moeten de ambtenaren die geslaagd zijn voor de examens voor verhoging in de graad van hoofdoperateur-mechanograaf eerste klas of in de graad van hoofdoperateur-mechanograaf tweede klas, die vóór 1995 hebben plaatsgevonden, drie jaar anciënniteit in de graad D3 tellen voor de bevordering, door verhoging in graad, tot de graad van rang D2.

In afwijking van artikel 21 van het statuut hebben de ambtenaren die geslaagd zijn voor het examen voor verhoging in de graad van hoofdoperateur-mechanograaf eerste klas, dat vóór 1995 heeft plaatsgevonden, voor de bevordering door verhoging in graad tot de graad van rang D1 voorrang op de ambtenaren die niet geslaagd zijn voor dat examen.

In afwijking van artikel 21 van het statuut, hebben de ambtenaren die geslaagd zijn voor het examen voor verhoging in de graad van hoofdoperateur-mechanograaf tweede klas, dat vóór 1995 heeft plaatsgevonden, bij de bevordering door verhoging in graad tot de graad van rang D2 voorrang op de ambtenaren die niet geslaagd zijn voor dat examen."

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 4bis. In afwijking van artikel 18, eerste lid, 1°, van het statuut, moeten de ambtenaren van rang E2 één jaar anciënniteit tellen voor de bevordering door verhoging in graad tot de betrekkingen van de graad van rang E1 die overeenstemmen met de betrekking van muskusrattenvanger".

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt de nummering "eerste lid, 1°, 4° en 5°" vervangen door "eerste lid, 1°, 3° en 4°".

Art. 4. Artikel 5bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 november 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5bis. In afwijking van artikel 35, derde lid, van het statuut, wordt de bevordering door verhoging in de graden van de rangen C2 et D2 van de ambtenaren die geslaagd zijn voor een examen voor verhoging bij verandering van graad in een graad van die rangen, dat vóór 1995 heeft plaatsgevonden, van kracht op de eerste dag van de maand na de vacantverklaring. Vanaf de eerste dag van de maand na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest, is het voordeel van het eerste lid onderworpen aan de voorwaarde dat de ambtenaar heeft gesolliciteerd naar alle betrekkingen waarvoor hij zich kandidaat mag stellen.

In afwijking van het tweede lid, blijft het voordeel van het eerste lid voorbehouden aan de ambtenaar die geslaagd is voor een bijzonder examen voor verhoging indien hij niet solliciteert naar een betrekking waarvoor geen bijzondere bekwaamheid of geschiktheid vereist is, maar alleen naar betrekkingen waarvoor bekwaamheden of capaciteiten vereist zijn die overeenstemmen met dat bijzondere examen".

Art. 5. In hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een afdeling VI "Dienstanciënniteiten" ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 11bis. In afwijking van artikel 81, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest, mogen de diensten met volledige prestaties die vóór 1 februari 1977 onder welke titel ook bij het Wegenfonds verricht werden, in aanmerking genomen worden voor de berekening van de dienstanciënniteit".

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

"Artikel 4bis houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2001".

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME



F. 98 — 468

[C - 98/27083]

**22 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994
portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège, modifiée par la loi du 10 janvier 1969;

Vu la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, modifiée par la loi du 20 juin 1978;

Vu la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur et modifiant la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les décrets des 1^{er} décembre 1988, 4 juillet 1991, 29 octobre 1992, 7 juillet 1994, 24 novembre 1994 et 25 janvier 1996;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, modifié par les décrets des 4 novembre 1993 et 26 mai 1994;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, modifié par les décrets des 20 juin et 25 juillet 1996;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Liège;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Charleroi;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Namur;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Logement;

Vu la délibération du comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

Vu le protocole n° 255 du Comité de secteur n° XVI, établi le 7 novembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'adapter sans délai les dispositions d'exécution du statut aux modifications apportées au statut;